

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84 905 Avignon

Avignon, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLORETTE France GMS

ZI La Petite Marine
84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue

Références : D-00304-2024
Code AIOT : 0006400504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement FLORETTE France GMS implanté ZI La Petite Marine 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLORETTE France GMS
- ZI La Petite Marine 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLORETTE FRANCE GMS, dont le siège social est situé Zone d'activité Fernand Finel à LESSAY (50 430), exploite un établissement implanté ZI de la petite Marine sur la commune de l'ISLE-SUR-LA-SORGUE (84 800).

Les activités de cet établissement de transformation et de conservation de légumes sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 modifié, et relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2750 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2220 et 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Action coup de poing Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 4.1.1
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 4.1.1
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
5	Déclarations GEREPE : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4-I
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article Communication DREAL

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de faire un bilan des prélèvements d'eau et de sensibiliser l'exploitant sur les dispositions réglementaires applicables en période de sécheresse. Il a permis de faire le point sur les usages et les actions mises en œuvre par l'exploitant pour maîtriser la consommation.

La visite a notamment montré que l'exploitant respectait les prescriptions liées au suivi et aux prélèvements d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 4.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Eau			
Prescription contrôlée :			
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau			
(...)			
Les prélèvements d'eau autorisés dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont les suivants :			
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal	
		horaire	journalier
Nappe phréatique (forage)	500 000 m ³	90 m ³ /h	1 500 m ³ /jour
Réseau public	15 000 m ³	/	/
Constats :			

<p>L'approvisionnement en eau est assuré par un forage et le réseau d'adduction en eau potable (AEP).</p> <p>L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 mentionne ces 2 catégories d'eau utilisées, mais ne distingue pas la nature de l'utilisation et n'indique pas le nom et le code de la masse d'eau associée.</p> <p>L'exploitant précise les usages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Forage : eau glacée (désinfection, rinçage), eau de refroidissement (TAR), eau usine (nettoyage des sols notamment) ; • AEP : eaux domestiques (sanitaires, douches), incendie et en secours du forage. <p>L'exploitant connaît seulement la masse d'eau de prélèvement de son forage : Alluvions des plaines du Comtat (Sorgues) – FRDG354</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'interroger son fournisseur d'eau AEP pour connaître la masse d'eau concernée par le (ou les) forage(s) qui alimente(nt) l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 2 points de prélèvement d'eau sont chacun équipé d'un compteur (forage et AEP).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau
(...)
Les prélèvements d'eau autorisés dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont les suivants :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal	
		horaire	journalier
Nappe phréatique (forage)	500 000 m³	90 m³/h	1 500 m³/jour
Réseau public	15 000 m³	/	/

Constats :

Pour l'année 2022, l'exploitant a déclaré sur GEREPE les prélèvements d'eau suivants :

- eau souterraine (forage) : 308 360 m³,
- réseau d'eau public AEP : 5 456 m³.

Pour l'année 2023, l'exploitant présente via son registre les prélèvements d'eau suivants :

- eau souterraine (forage) : 275 793 m³,
- réseau d'eau public AEP : 3 410 m³.

Le respect des débits horaire et journalier maximaux autorisés pour le forage n'a pas été vérifié au cours de cette visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

(...)

Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les compteurs sont relevés tous les jours par l'exploitant et les résultats sont reportés dans un registre informatisé présenté à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4-I

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Prélèvements :

L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;

(...)

Volumes d'eaux rejetés :

L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

(...)

Constats :

L'exploitant a déclaré annuellement sur GEREP ses prélèvements en eau et ses volumes d'eaux

<p>rejetés.</p> <p>La déclaration 2022 a été présentée en séance : les données de prélèvements déclarés sur GEREP en 2022 concordent avec les données du registre de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p> <p>https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'année 2023, la zone de gestion sécheresse dont dépend l'établissement a été en alerte renforcée du 12 mai au 14 juin 2023, ainsi que du 16 septembre 2023 au 15 janvier 2024 : l'exploitant avait bien connaissance de ces informations.</p> <p>Par méconnaissance, l'exploitant indique qu'il n'a pas effectué de déclaration sur le site internet démarches simplifiées en 2023.</p> <p>L'Inspection a informé l'exploitant que les informations relatives au niveau de gravité de la zone qu'il doit suivre sont accessibles sur le site internet VIGIEAU (https://vigieau.gouv.fr).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

<p>Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article Communication DREAL</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PSH</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p>

Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.

2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant a élaboré son plan de sobriété hydrique (PSH) et l'a transmis à l'Inspection par mail du 13 mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite